

## Document

### Gaz et pétrole. Nouveaux gisements marins

#### Les Arabes dehors, Tel Aviv revendique toutes les ressources

(par Manlio Dinucci - <http://www.voltairenet.org>)

**Le 9 janvier 2011**

Depuis des années, diverses compagnies ont exploré les nappes d'hydrocarbures du Bassin du Levant. Le détail de leurs découvertes n'était connu que de quelques dirigeants économiques et politiques. Toutefois, les autorités israéliennes ont laissé la compagnie Noble Energy en révéler le volume, le 29 décembre dernier. Cette communication, qui annonce l'exploitation de gisements jusqu'ici gelés pour des raisons politiques, est couplée à une campagne diplomatique visant à permettre à Tel-Aviv de siphonner l'ensemble des réserves au détriment des autres riverains.



**Carte de la zone géographique où se trouvent les gisements de gaz naturel et de pétrole, rédigée par U.S. Geological Survey. La plus grande partie des gisements de gaz, jusqu'ici assertés par USGS, se trouve dans les eaux territoriales et dans le territoire de Gaza**

La compagnie états-unienne Noble Energy Inc. a annoncé il y a quelques jours avoir découvert un gros gisement de gaz naturel dans les fonds marins, à 130 kms du port israélien de Haïfa [1]. Il est estimé à 450 milliards de m<sup>3</sup>. Dans la zone, il devrait y avoir en tout environ 700 milliards de m<sup>3</sup> de gaz. La prospection et l'exploitation de ce gisement sont confiés à un consortium international, formé de la société états-unienne Noble Energy, qui détient à présent le quota majoritaire des 40 %, et des entreprises israéliennes Delek, Avner et Ratio Oil Exploration [2]

Ceci n'est qu'une petite partie des réserves énergétiques présentes sur le Bassin du Levant, l'aire de la Méditerranée orientale comprenant Israël, les Territoires palestiniens, le Liban et leurs eaux territoriales. Ici, depuis quelques années l'U.S. Geological Survey, agence du gouvernement des USA, procède à des prospections. Elle estime que, dans le Bassin du Levant, il y a des réserves de gaz naturel se montant à environ 3 500 milliards de m<sup>3</sup>, et des réserves de pétrole d'un montant d'environ 1,7 milliards de barils.

Le gouvernement israélien, avec le soutien de Washington, considère que toutes les réserves énergétiques sont sa propriété. Les grands gisements de gaz naturel, a déclaré le premier ministre des infrastructures Uzi Landau, non seulement apporteront des bénéfices aux citoyens, mais permettront à Israël de devenir un fournisseur de gaz dans la région méditerranéenne. Israël, a objecté le président de l'Assemblée nationale libanaise Nabih Berri, ignore cependant le fait que, d'après les cartes, les gisements s'étendent dans les eaux libanaises. Selon la Convention des Nations Unies, un Etat côtier peut exploiter les réserves offshore de gaz et de pétrole dans une zone qui s'étend à 200 miles marins (370 kms) de la côte.

D'après ce même critère, les réserves appartiennent dans une mesure notable aussi à l'Autorité palestinienne. Selon la carte même établie par l'US Geological Survey, il s'avère que la majeure partie des gisements de gaz (60 % environ) se trouve dans les eaux territoriales et dans le territoire de Gaza. L'Autorité palestinienne en a confié l'exploitation à un consortium formé de British Gas et Consolidated Contractors (compagnie basée à Athènes, de propriété libanaise), dans laquelle l'Autorité détient un quota de 10 %.

Deux puits, Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2, sont déjà prêts mais ne sont jamais entrés en fonction. Tel Aviv, en fait, a rejeté toutes les propositions, présentées par l'Autorité palestinienne et par le consortium, d'exporter le gaz en Israël et en Egypte. Les Palestiniens possèdent donc une grande richesse qu'ils ne peuvent cependant pas utiliser.

Pour s'emparer des réserves énergétiques de tout le Bassin du Levant, libanaises et palestiniennes comprises, Israël utilise la force militaire. Il y a deux jours, le ministre des Affaires étrangères libanais Ali al-Shami a demandé au Secrétaire général des Nations Unies d'empêcher qu'Israël n'exploite les réserves énergétiques offshore qui se trouvent dans les eaux libanaises. Le ministre Uzi Landau soutient au contraire que ces gisements se trouvent dans les eaux israéliennes et prévient qu'Israël n'hésitera pas à employer la force pour les protéger. Israël menace donc d'attaquer de nouveau le Liban, comme il le fit en 2006, avec l'intention aussi de lui enlever la possibilité d'exploiter les gisements offshore [3].

Pour la même raison Israël n'accepte pas l'Etat palestinien. Le reconnaître signifierait reconnaître la souveraineté palestinienne sur une grande part des réserves énergétiques, dont Israël veut s'approprier. C'est surtout à cette fin qu'a été lancée l'opération « Plomb durci » en 2008-2009 et Gaza prise ensuite dans la morsure de l'embargo. En même temps les navires de guerre israéliens contrôlent tout le Bassin du Levant, et donc les réserves offshore de gaz et pétrole, dans le cadre du « Dialogue méditerranéen », opération de l'OTAN —à laquelle participe aussi l'Italie— pour « contribuer à la sécurité et à la stabilité de la région ».

Manlio Dinucci

Géographe et géopolitologue. Derniers ouvrages publiés : *Geograficamente. Per la Scuola media* (3 vol.), Zanichelli (2008) ; *Escalation. Anatomia della guerra infinita*, DeriveApprodi (2005).

#### Notes.

[1] « Noble Energy Announces Significant Discovery at Leviathan Offshore Israel », communiqué de la firme, Houston, 29 décembre 2010.

[2] Le consortium est composé à 39,66 % par Noble Energy, à 22,67 % par Delek Drilling, à 22,67 % par Avner Oil Exploration et à 15 % par Ratio Oil Exploration. Cependant Delek et Avner sont détenus par les mêmes mains, qui contrôlent donc en réalité de 45,34 % du consortium, tandis que Ratio Oil représente des investisseurs conduits par la Banque d'Israël. Ndlr.

[3] « Israël attaquera t-il le Liban pour lui voler son gaz ? », par Alfredo Jalife-Rahme, Réseau Voltaire, 18 août 2010.